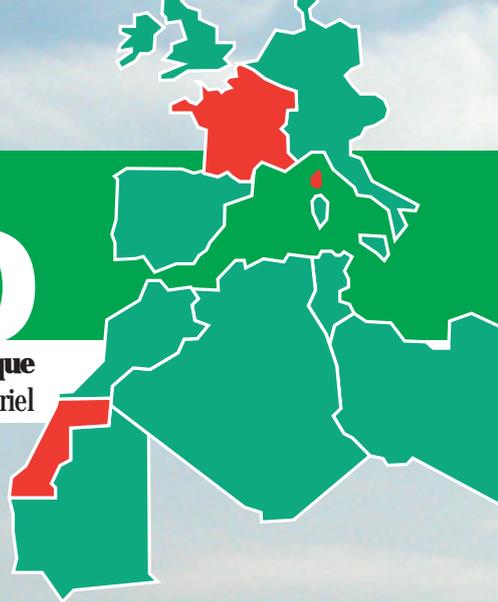


# Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique  
numéro 129 – janvier février mars 2005 – 3,5 € – trimestriel



## Solidarités

Les décisions prises à Saragosse en décembre dernier, lors de la 30<sup>e</sup> conférence européenne de solidarité (EUCOCO), se mettent une à une en œuvre et favorisent ainsi la visibilité de la lutte du Peuple sahraoui. La présence de M. Jean Claude Boulard, maire du Mans, en février, dans sa ville jumelle d'Haouza participe de cette volonté.

Initiatives espagnoles et italiennes vers le mur de défense et les territoires occupés, conférence à Genève en mars, lobbying au Parlement de Strasbourg en avril, pression exercée en direction des entreprises concernées par l'exploitation des ressources du Sahara occidental...

À la veille de la réunion du Conseil de Sécurité, une question s'impose, celle de l'épuisement des ressources alimentaires dans les campements.

Depuis des mois les clignotants sont au rouge, les stocks s'épuisent, les acheminements sont imprévisibles. La résolution adoptée par le parlement européen ce 14 avril 2005 a le mérite d'alerter sur la situation et d'interpeller la commission ECHO sur les mesures à prendre en urgence dans cette situation de «*crise humanitaire*».

Le Secrétaire Général, Monsieur Kofi Annan de son côté dans son rapport du 19 avril reconnaît que la situation alimentaire des camps est critique et qu'elle le restera jusqu'à la fin 2005. Il rappelle la dureté de leurs conditions de vie ! Ce dernier rapport alerte aussi sur la situation militaire. Le Secrétaire Général note le renforcement du dispositif militaire marocain (radars, moyens de surveillance, renforcement du mur) tant de fois dénoncé par le Front Polisario et prend très au sérieux les menaces du Polisario de reprendre les armes.

Le rapport invite le Conseil de Sécurité à proroger le mandat de la Minurso jusqu'en octobre 2005 et plutôt que de réduire ses capacités à en étudier désormais l'augmentation.

Engagement de droit, impuissance de fait.

La situation ne bouge guère du côté de l'ONU. Monsieur Kofi Annan redit bien haut et bien clair le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et remarque «*qu'il n'est pas recouru aux voies existantes pour rechercher un terrain d'entente*».

Que de discrétion pour évoquer le plan Baker !

## Les nouvelles de la RASD

18.10.2004 Allemagne

M'Hamed Khaddad, coordinateur sahraoui avec la Minurso, rencontre des représentants des partis politiques au Bundestag, qui «ont tous manifesté leur ferme soutien au plan Baker comme solution politique optimale» au conflit du Sahara occidental.

13/14.10.2004 Rencontres diplomatiques

Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud, aborde la question du Sahara occidental à Budapest avec les premiers ministres de Grande-Bretagne et d'Espagne, en marge du Sommet sur la «gouvernance progressiste» (14 gouvernements sociaux-démocrates).

18.10.2004 ONU

La quatrième commission de l'Assemblée générale adopte le projet de résolution (A/C.4/59/L.4) présenté par l'Algérie et cosignataires, par 52 voix pour, 89 abstentions et de nombreux absents. Cette résolution, pratiquement identique à celle adoptée l'année passée par l'AG en décembre 2003, soutient le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et le plan Baker II comme solution optimale pour la décolonisation du Sahara occidental. Elle ne mentionne plus l'Envoyé personnel, signifiant par là le refus d'élargir le mandat du nouveau représentant spécial Alvaro de Soto et de modifier le plan dans le sens voulu par le Maroc, soutenu par la France et l'Espagne, c'est-à-dire remplaçant le référendum par une autonomie au sein du Maroc. Personne n'a osé mettre en question la nature coloniale du problème.

20.10.2004 Rapport du Secrétaire général S/2004/287

Dans ses conclusions Kofi Annan constate amèrement qu'un accord entre les parties sur le plan Baker «semble plus lointain aujourd'hui» qu'en avril 2004. Il recommande une prolongation de 6 mois du mandat de la MINURSO.

22.10.2004 Baker persiste et signe

L'ancien envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental exprime le vœu, en réponse à un message de Bouteflika, de «voir un jour une solution politique consensuelle à même de régler ce conflit, en accordant au peuple du Sahara occidental le droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions du conseil de sécurité de l'ONU».

28.10.2004 Résolution S/RES/1570

Le Conseil de sécurité, à l'unanimité, proroge jusqu'au 30 avril 2005 le mandat de la MINURSO en réaffirmant «sa volonté d'aider les parties à parvenir à un règlement juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations unies».

18.10.2004

Ces six derniers mois, le Maroc a acheté des armes en Espagne, pour un montant de 433 376 euros, «particulièrement adaptées à la guerre du désert».

21.10.2004

Les États-Unis sont «attachés à une solution politique» au conflit du Sahara occidental, réaffirme à Rabat le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns.

22.10.2004 Driss Basri

L'ancien homme fort de Hassan II parle de «Sahara occidental» lors d'un débat sur Aljazeera, au lieu de l'officiel «Sahara marocain», ce qui lui vaut un déluge d'invectives dans la presse.

02.11.2004

Mohamed Abdelaziz accorde une interview à l'hebdomadaire marocain El Bidaoui qui reproduit 4 des 7 questions-réponses

# Le Mans - Haouza un engagement enraciné !

Jean Claude Boulard et Dominique Niederkorn

**Du 16 au 20 février 2005, Jean-Claude Boulard, Maire du Mans et Dominique Niederkorn, adjointe aux relations internationales, ont visité les camps de réfugiés sahraouis en Algérie en compagnie de Régine Villemont (Secrétaire générale de l'Association des Amis de la RASD) organisatrice du voyage.**

Le Mans étant jumelé avec Haouza depuis plus de 20 ans, c'est bien sûr le Maire d'Haouza et ses habitants qui nous ont chaleureusement accueillis après l'atterrissage à Tindouf, avec le lait de chamelle, les dattes, les chants et les danses.

Hébergés 3 jours et 3 nuits chez l'habitant, les contacts avec la famille se sont naturellement établis avec un père de famille parlant français, des enfants spontanés et gentiment curieux, pendant que les femmes de la maison veillaient à l'essentiel.



Ce séjour nous a permis de rencontrer une grande variété d'acteurs de la société sahraouie en exil : gouverneurs, délégation de parlementaires hommes et femmes, 1er ministre, Président de la République qui recevait en même temps une délégation de parlementaires européens lors d'un banquet ; mais aussi maires, anciens responsables, instituteurs, médecins, conseils de femmes qui organisent toute la vie matérielle des quartiers et simples particuliers. Avec tous, nous avons pu longuement échanger sur les conditions de vie et les perspectives, en buvant le thé à la menthe ou en dégustant le couscous traditionnel.

Nous avons visité des écoles, des ateliers, des dispensaires et hôpitaux, des centres de formation et notamment d'initiation à l'informatique. L'effort de l'encadrement et de formation de tous les jeunes, garçons et filles, est manifeste.

Dans l'environnement rude d'un désert gris et venté au climat excessif, la vie collective s'organise autour des maisons de terre battue et des tentes traditionnelles, avec des réservoirs d'une eau rare et des panneaux solaires, souvent payés par les jeunes partis travailler en Espagne. Ils permettent un peu d'éclairage le soir. Si le confort est rudimentaire, il est le même pour tous, du 1<sup>er</sup> ministre aux simples familles qui élèvent quelques chèvres et moutons près des campements et des chameaux dans le désert. L'aide du HCR est strictement répartie, et les femmes y ont un rôle déterminant.

Après quelque trente années d'exil, dans des conditions difficiles et dans l'incertitude de l'avenir, on ne peut qu'être frappé par la force de conviction la dignité et la cohésion qu'ont gardé les sahraouis. Tous ont réaffirmé leur espoir dans une communauté internationale qui, à travers l'ONU, reconnaît leurs droits mais se montre bien défaillante pour les faire appliquer.

Tous demandent la tenue, maintes fois promise, d'un référendum d'autodétermination, qui inclurait même les habitants marocains de leur territoire ; tous ont souligné à quel point la position française était déterminante de ce point de vue pour celle de l'UE.

La position du Mans, dernière grande ville française à maintenir un partenariat avec eux

est donc particulièrement appréciée, de même que l'engagement de Régine Villemont et des membres de son association. L'accueil a partout été des plus chaleureux. Le retour s'est fait par Alger où, lors d'une trop courte matinée, nous avons pu rendre compte de notre séjour à l'ambassade de France et rencontrer le Maire d'Alger.

Ce séjour particulièrement éclairant, a permis de réaffirmer à nos interlocuteurs le soutien du Mans à une population en exil dont nous recevons les enfants chaque année. Une population trop souvent oubliée par la communauté internationale et qui se refuse pourtant à employer des méthodes violentes pour faire respecter des droits reconnus. Il a renforcé notre conviction que 30 années d'exil de plus n'étaient pas une perspective supportable et qu'il faudrait trouver les voies d'une solution juste pour tous.

À son niveau, la ville du Mans est prête à y concourir.

## Parlement de Strasbourg avril 2005, mission accomplie

Les comités de soutien au peuple Sahraoui de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, des Pays Bas, avec le sénateur Pierre Galland, président de l'EUCOCO ainsi que les parlementaires Sahraouis et Mohamed Sidati, ministre délégué pour l'Europe, étaient présents au Parlement européen à Strasbourg les 12 et 13 avril pendant la session plénière.

Après avoir donné une conférence de presse, ils ont été reçus par l'intergroupe parlementaire «*Paix pour le peuple Sahraoui*» présidé par Karin Scheele. Ils ont été auditionnés par les groupes GUE/NGL et Verts et ont rencontré des parlementaires des différents groupes politiques.

Les militants et les élus de Rezé, du Mans, de Gonfreville l'Orcher, de Limoges et de la région parisienne ont été très présents ces 12 et 13 avril pour rencontrer députés et institutions européennes. La rencontre avec les députés de l'intergroupe et d'un responsable de la commission ECHO. Monsieur Witterbrok a permis une discussion approfondie sur le rôle de l'Europe s'agissant de l'aide alimentaire. Un rassemblement dans la cour du Parlement n'a pas manqué d'être remarqué et entendu. A noter qu'un courrier français anglais a été déposé auprès de chacun des députés européens.

### Des jeunes très européens !

Étaient présents également trois jeunes lycéens de Saint Herblain venus là pour préparer leur projet «*découverte des Sahraouis*» en coopération avec des jeunes espagnols de Villa Des Camps, ville de Catalogne, jumelée avec Saint Herblain et un camp sahraoui.



formulées. Il «*est grand temps de reconnaître cette réalité sahraouie séculaire et d'en finir avec le mensonge et la propagande dont est victime le peuple marocain depuis le début du conflit, en présentant l'Etat sahraoui comme étant nuisible aux intérêts nationaux du Maroc et de son peuple*».

01.11.2004 Sommet

Dans une interview le ministre algérien des Affaires étrangères révèle que l'Espagne, la France et le Maroc avaient invité l'Algérie à se joindre à eux pour un sommet consacré au conflit du Sahara occidental. Le ministre confirme que l'Algérie a refusé de participer au sommet, le Front Polisario étant le seul représentant légal du peuple sahraoui et donc la principale partie concernée par ce sommet.

Basri persiste et signe

Il donne une interview au quotidien madrilène, *La Razon*, dans laquelle il affirme que le référendum est l'unique solution au conflit du Sahara occidental.

09.11.2004

Le Parlement des Iles Baléares approuve une déclaration «*en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et à l'indépendance à travers un référendum libre et démocratique, transparent et urgent*».

15/16.11.2004

Le Secrétaire général de l'Internationale socialiste, Luis Ayala, affirme lors d'une conférence de presse, que la position de l'IS est «*conforme à la résolution [en faveur de l'autodétermination] adoptée au 22<sup>e</sup> congrès du Sao Paulo*» en 2003. Une délégation du Front Polisario participe aux assises.

20.11.2004

Le journaliste marocain Ali Lmrabet, emprisonné en 2003 puis grâcié, s'est rendu dans les campements de réfugiés sahraouis. L'interview qu'il a réalisée avec le président Mohamed Abdelaziz a paru dans *El Mundo* le 14 novembre 2004.

26.11.2004

Le premier ministre espagnol a reçu Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, durant une heure et demie au siège du PSOE.

26.11.2004 Saragosse

Ouverture de la 30<sup>e</sup> Conférence européenne de soutien au peuple sahraoui.

09.11.2004 Débat parlementaire

Fièvre chez les officiels et les partis politiques marocains. Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Nabil Benabdallah, répond aux questions concernant les articles de la presse indépendante au sujet de la situation au Sahara occidental «*notre position politique et de principe consiste à rejeter catégoriquement de telles pratiques indécentes qui exploitent cet espace de liberté à des fins malhonnêtes*».

13.11.2004

Près de 5000 personnes prennent part à une «*marche pour la liberté du peuple sahraoui*» à travers les rues de Madrid.

19.11.2004 Paris

Rencontre-Débat «*Sahara occidental: droit légitime du Peuple Sahraoui à l'autodétermination dans le cadre du plan de paix de l'ONU*», organisé par le centre culturel algérien et l'Association des Amis de la RASD, avec le représentant en France du Front Polisario, Mohamed Habiballah, Nacer Boughalem et Marheze Lamari, responsables des comités algériens de solidarité avec le peuple sahraoui, Francis Jacob et Régine Villemont.

23.11.2004 Conseil de l'Europe

La Commission Permanente du Conseil de l'Europe, agissant au nom de l'Assemblée parlementaire, a adopté le 23 novembre 2004 la résolution 1408 sur le Sahara occidental. L'Assemblée appuie pleinement la Résolution 1541

du Conseil de Sécurité des Nations unies et le «*Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental*».

26.11/03.12.2004

Visite du président Abdelaziz en Espagne:

Tournée en Aragon, Castille et Léon, Andalousie et Murcie. Il s'est entretenu, le 28 novembre 2004, à Madrid, avec le président du Parti Populaire, PP, Mariano Rajoy.

02.12.2004 Suède

La ministre des Affaires étrangères suédoise Mme Laila Freivalds a réaffirmé le soutien de son pays au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

08.12.2004

Le ministre d'État irlandais aux Affaires étrangères, M. Conor Lenihan TD a reçu, Mhamed Khadad, membre du Secrétariat national du Front Polisario et coordinateur avec la MINURSO.

29.11.2004

La multinationale Total, qui avait obtenu un contrat d'exploration pétrolière off shore au Sahara occidental en 2001, jugé illégal par les Nations unies, n'a pas renouvelé son contrat avec le Maroc.

30.11.2004

Le ministre des Affaires étrangères de la RASD écrit au ministre des Finances norvégien pour lui demander de se défaire des participations financières de l'État (à hauteur de \$7,6 millions), dans la compagnie pétrolière KerrMcGee. Celles-ci sont contraires au code d'éthique que la Norvège est censée appliquer en la matière.

10/30.12.2004 Actualité de la RASD

● Création d'un service de poste et communications

● Élections municipales

● Session d'hiver du Conseil National composé de 51 membres, répartis en cinq commissions: sociale; politique, territoires occupés et diaspora; affaires étrangères et information; économique; juridique et administrative.

● Conseil des ministres

22.12.2004 Kerr-McGee

Skagen Vekst, un des principaux fonds privés norvégiens, a vendu ses participations pour 3,6 millions d'euros, pour des raisons éthiques.

10.12.2004 ONU Assemblée générale

Soumise pour la première fois depuis 1988 à un vote, la résolution annuelle de l'Assemblée générale, proposée par la 4<sup>e</sup> Commission (décolonisation) est adoptée par 50 voix et 100 abstentions. Mohamed Sidati, ministre délégué pour l'Europe, regrette que l'Espagne, «*principal responsable de l'échec de la décolonisation*» de son ancienne colonie, ait choisi de s'abstenir malgré les prises de position des deux Chambres du parlement espagnol.

01.01.2005

Création de l'Union des Journalistes et Écrivains Sahraouis.

17/19.01.2005 Maroc

Visite officielle du roi Juan Carlos I d'Espagne

Dans une allocution lors du dîner, Juan Carlos s'exprime sur le Sahara «*l'Espagne est fermement décidée à aider pour parvenir, dans le cadre des résolutions de l'ONU, à une solution juste, acceptable et définitive*». Ce voyage a été présenté au Maroc comme «*la grande réconciliation*» entre les deux royaumes.

27.01.2005 ONU

Rapport du Secrétaire général S/2005/49.

26/31.01.2005 Forum Social Mondial

Le 27 janvier, dans le cadre de l'espace thématique «*Vers la construction d'un ordre démocratique international et l'intégration des peuples*», une table ronde sur le thème: «*Autres Murs: le cas du Sahara occidental*»

# Quoi de neuf dans le soutien au Peuple sahraoui ? Solidarité et politique

Ce premier numéro 2005, nous avons souhaité le consacrer aux solidarités qui constituent une des originalités des campements Sahraouis. Depuis le début de l'exil, les Européens aux côtés des Algériens ont été présents pour construire avec les Sahraouis des projets citoyens qui ont permis aux campements de mieux vivre et de rompre leur isolement. 30 ans plus tard la solidarité des débuts n'a pas failli et s'enrichit chaque année de nouveaux partenaires. Bien sûr cette présentation n'est pas exhaustive, d'autres projets ont déjà été présentés dans d'anciens Sahara Info, et d'autres le seront dans les prochains.

● En février, délégation inter-syndicale (CFDT, CGT, UNSA) dépêché par le Comité social d'entreprise de la Caisse des Dépôts et consignation, déjà engagé dans l'accueil des enfants Sahraouis.

● Mars fut marqué par le sommet de la ligue arabe à Alger, où était présent Mohamed VI. Ce fut l'occasion pour les deux responsables, le Roi du Maroc et le Président Bouteflika de longuement s'entretenir. Au même moment et pour que tout soit bien clair, le ministre des Affaires Étrangères algérien soulignait à la presse: «*la question du Sahara occidental suit son cours dans le cadre de la 4<sup>e</sup> commission*». Ce que conviendront les parties Maroc et Front Polisario aura l'appui et la bénédiction de l'Algérie. C'est, paradoxalement, le premier ministre espagnol qui seul évoqua le conflit du Sahara occidental. Ne faut-il pas rappeler que cette question n'a jamais figuré à l'ordre du jour d'un sommet arabe !

● En mars, la commission mixte Sahara-Cuba a mis en place les coopérations enseignement qui concernent des centaines d'enfants sahraouis.

● En avril, Madame Nkosazana Aladini Zuma ministre sud-africaine des Affaires Étrangères, effectua une visite officielle en RASD. Reçue partout et par tous dans les campements, elle fut particulièrement fêtée et honorée, porteuse d'une message de Thabo Mbeki «*préoccupé pour les droits légitimes à l'autodétermination qui doivent être concédés au Peuple Sahraoui conformément à la Charte de l'ONU*». La reconnaissance de l'Afrique du Sud est sérieuse dans ses soutiens et engagements et ne peut que contribuer à davantage engager l'Afrique et l'Union Africaine. Kofi Annan dans son rapport du 19 avril a de son côté souligné l'importance de l'engagement africain.

● En avril toujours, la ministre des Affaires Etrangères suédoise, Madame Laila Freivalds recevait le coordinateur sahraoui avec la Minurso, Monsieur Mhamed Khaddad et lui renouvelait l'engagement de la Suède.

● D'autres délégations importantes ont fait le déplacement dans les campements, parlementaires autrichiens, élus italiens manifestant au pied du mur marocain, maire du Mans. Ces engagements politiques font-ils aujourd'hui évoluer les positions européennes et en particulier celle de la France ? Les positions sont moins figées qu'il n'y paraît, la mission de Khalil M'Hamed en France en février 2005 a reçu un accueil attentif témoignant d'une prise en compte un peu plus sérieuse des positions et de l'existence de la RASD. Toutes ces missions, dans les campements sont les témoins privilégiés de la vie sociale et politique qui animent les différentes willayas et les institutions de la RASD.

● En avril, 400 femmes se sont retrouvées au 27 février pour un colloque culturel et réfléchir plus particulièrement aux relations intergénérationnelles. Cette vie sociale bien vivante, on la retrouvera à la suite de ce journal à travers le témoignage des militants et des coopérations menées avec les Sahraouis.

# Des stages de français dans les campements sahraouis !

Le projet, établi pour trois ans, a commencé en mars 2003, par trois sessions dans le campement d'Aoussert, puis en 2004, deux sessions à Aoussert et Rabouni. Chaque fois, les stages durent entre trois et quatre semaines. En 2005, le même rythme est prévu, mais avec un nombre d'intervenants réduit de 3 à 2. Les intervenants, adhérents d'AGIRabcd Bourgogne, sont d'anciens membres de l'Éducation nationale ou des retraités déjà engagés dans des actions de formation. Plusieurs volontaires sont repar- tis après une première expérience, ce qui a assuré une meilleure efficacité.

Les stagiaires ont été, à chaque fois, recrutés par les responsables de l'Union de la jeunesse sahraouie et le stage organisé avec l'aide du coordinateur local de la mission, Mohamed Mahmoud. Celui-ci sert d'interprète et joue aussi un rôle dans le suivi de la formation, en assurant des stages intermédiaires.

## Méthodes et résultats

Les intervenants d'AGIRabcd disposaient au départ du manuel *«Le français sans frontières»*, offert par le Centre culturel français d'Alger. Certains ont utilisé cette méthode ; d'autres ont élaboré leurs propres moyens d'enseignement. Au dernier stage, des cassettes audio ont pu compléter les ressources de l'équipe. D'une session à l'autre les intervenants se sont toujours concertés pour assurer la meilleure continuité possible, mais la difficulté est venue de la fluctuation des groupes. Seul un tout petit nombre a suivi l'ensemble du cycle.

## Perspectives d'avenir

La mission en cours se termine fin 2005. Cette action a ouvert la voie du partenariat en matière de francophonie, tout comme l'initiative du comité de Limoges, qui a créé une classe de français au camp du 27 février. À l'heure où les nouveaux programmes de l'école primaire prévoient l'apprentissage du français pour les élèves sahraouis, les besoins vont s'accroître considérablement. AGIRabcd Bourgogne est prête à intervenir de nouveau. Il y a encore de nombreux volontaires, puisque ceux qui sont déjà partis renforcent les vocations en évoquant l'accueil chaleureux qu'ils ont reçu et la richesse de cette expérience.

**Monique ROUSSEL – Coordinatrice de la Mission  
«Francophonie en camps de réfugiés»**



Le groupe des «avancés» en plein travail. (Aoussert 2004) Photos S. Bacciotti

28.01.2005

L'Association des Géographes Français et Migrinter organise à l'Université de Poitiers une journée de réflexion sur *«Territoires d'exil, les camps de réfugiés»*. L'atelier consacré aux camps sahraouis comprend deux volets : un documentaire photographique et un exposé de Julien Dedenis et Alice Corbet sur *« Les camps de réfugiés sahraouis. Construction d'un État dans l'exil »*.

25.02.2005 Programme

Le Parlement adopte le programme du gouvernement de M. Abdelkader Taleb Omar pour 2005, qui vise à renforcer les structures étatiques, diversifier la coopération bilatérale, gérer rationnellement les ressources et appliquer une politique d'austérité et d'autosuffisance alimentaire.

Les parlementaires ont critiqué la gestion gouvernementale dans les domaines de l'enseignement et de la santé, les organisations de masse dont les activités à l'étranger ont été jugées insuffisantes, et les dysfonctionnements dans l'intégration sociale et professionnelle des jeunes.

24.02.2005 Algérie-Espagne

Le président algérien Bouteflika arrive à Madrid pour la deuxième réunion hispano-algérienne. Dans la déclaration commune publiée à l'issue des discussions les deux chefs d'État ont *«réaffirmé leur attachement à une solution juste et définitive du conflit du Sahara occidental dans le cadre de la légalité internationale et des résolutions pertinentes des Nations unies, en particulier les résolutions 1495 et 1541 qui consacrent le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui»*.

14.02.2005

Les traditionnelles caravanes humanitaires partent de différentes régions d'Espagne pour acheminer vers les campements de réfugiés des milliers de tonnes de vivres récoltées parmi la population.

## Les nouvelles des territoires occupés

25.10.2004 Sit-in et manifestation à Assa

À l'appel de Tamek, la population sahraouie d'Assa rejoint, par plusieurs marches pacifiques à travers la ville, le sit-in de Tamek devant le pachalik, où divers orateurs se solidarisent avec ses revendications.

31.10.2004 Victoire

Les amis de Tamek annoncent qu'il a reçu son passeport et remercient tous/toutes ceux/celles qui ont soutenu l'action *«Passeport pour Tamek»*.

28.10.2004 Smara

Les diplômés-chômeurs sahraouis de Smara dénoncent dans un communiqué les harcèlements de la police et les conditions sociales et économiques, conséquences de la politique d'occupation marocaine au Sahara occidental.

08.11.2004 El Ayoun

Création à El Ayoun du Comité local de soutien à la campagne internationale pour la protection des défenseurs des droits humains au Sahara occidental. Dirigé par un bureau de treize membres sous la présidence de Tamek Ali Salem, il est formé de juristes, syndicalistes et anciens prisonniers politiques sahraouis dans les territoires occupés.

10.11.2004

L'Instance équité et réconciliation (IER), chargée de régler les 14000 dossiers d'abus des *«années de plomb»* au Maroc, procédera à des *«auditions publiques»* de témoins et victimes de disparitions forcées et de tortures perpétrées entre 1956 et 1999.

Ce programme qui s'étendra sur dix (10) semaines, concernera entre autre les villes de Tantan et Smara. Parallèlement, l'IER organisera douze auditions thématiques : parmi les thèmes retenus : «les survivants de la disparition», «la torture», «la détention arbitraire», «les femmes et les violations graves des droits de l'Homme», «l'exil», «les événements du Sahara», «les centres secrets de détention» et «les familles des disparus». 22000 demandes d'indemnisation pour des «disparitions forcées et détentions arbitraires commises entre 1956 et 1999».

13.11.2004 El Ayoun

Des femmes sahraouies organisent un sit-in durant quatre heures devant le siège de la daïra numéro 6, pour dénoncer leur «marginalisation par les autorités marocaines».

20.11.2004

Campagne Internationale pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme au Sahara occidental

29.11.2004

A Assa, Tan-Tan et à Goulimine sit in devant les bâtiments publics et autres manifestations.

05.12.2004 Assa

Les élèves des écoles primaires d'Assa ont organisé une marche de soutien et de solidarité et les étudiants sahraouis de l'école des enseignants se sont rendus sur place pour témoigner leur solidarité aux protestataires.

06.12.2004 Zak

Les étudiants sahraouis du lycée de Zak ont organisé un sit-in d'un jour.

10.12.2004 Journée mondiale des droits humains

El Ayoun

Le Comité local de Soutien de la Campagne Internationale pour la protection des défenseurs des droits de l'homme au Sahara occidental a organisé une manifestation devant le quartier général de la MINURSO. Le rassemblement a été empêché par un important déploiement de forces militaires et policières. Malgré cette démonstration de force des autorités d'occupation, quelque 700 manifestants sahraouis arrivés à proximité du lieu de ralliement, ont revendiqué pacifiquement leurs droits en se rassemblant dans des rues proches.

À Smara et à Assa manifestations.

Marrakech et Rabat

Les étudiants sahraouis ont aussi organisé des manifestations.

Dakhla

«plusieurs centaines» de Sahraouis organisent le 12 décembre un sit-in devant le siège du Gouverneur. Démolition du fort espagnol de Dakhla.

16.12.2004 Agadir

Plus de 1000 étudiants sahraouis des deux sexes organisent une manifestation et une marche dans l'Université Ibnu Zouhr. Ils scandent des slogans condamnant les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés et au sud du Maroc et appellent à l'indépendance de leur pays. [SPS]

07.01.2005 Pêche interdite

«Des bateaux de pêche appartenant à des gradés de l'armée ont été observés, en milieu de semaine, au large de Dakhla, à 5 miles de la côte. La pêche est pourtant strictement interdite à moins de 12 miles... Le ministère, qui dispose du système de détection GPS, ne pouvait ignorer cette irruption. La marine royale, censée faire le contrôle, non plus. Alors ?» [Tel Quel No 158]

05.01.2005 El Ayoun

Les prisonniers de conscience de la prison noire (Carcel negra) décident de créer «un comité pour la protection des détenus sahraouis».

## Des jardins pour J'Réfia (Dakhla)

Serge Lebret

Après plusieurs visites de jardins installés dans les campements, **la municipalité de Gonfreville et le comité de jumelage** ont estimé qu'il était possible d'aider la population de J'Réfia en participant à la création d'un jardin. En janvier, une délégation est allée dans le campement (Henri Chaudet, Joëlle Toutain, Michèle Bunel). Elle a constaté que les grands jardins que nous avons visités à plusieurs reprises étaient abandonnés (ensablement, main-d'œuvre non rétribuée etc.) et a acquis la conviction qu'il fallait réorienter le projet de «grand» jardin.

Après une rencontre avec Daf, un technicien agricole local, et le nouveau maire de J'Réfia, la proposition discutée et retenue par les autorités sahraouies est de mettre en place progressivement de petits jardins de quartiers créés et entretenus par les habitants eux-mêmes, organisés en coopératives. Les ressources de cette activité seront attribuées aux habitants qui entretiennent ce jardin.

Municipalité et comité ont entériné cette nouvelle orientation. Nous espérons et organisons la participation de jeunes Gonfrevillais avec le soutien du service jeunesse de la ville.

M. Legout, représentant la ville, et Serge Lebret, président du comité, se sont rendus à J'Réfia au début du mois d'avril pour lancer l'opération. Construction d'enceintes, achat de briques réalisés dans la daïra, transport de ces matériaux, creusement de puits : des tâches qui permettent une rémunération des prestations, donc l'attribution de ressources pour les employés.

En mai, une délégation se rendra sur place pour participer au début des travaux. En septembre/octobre, une nouvelle délégation évaluera le bon fonctionnement du projet et les résultats déjà obtenus pour poursuivre notre engagement. Si tout se passe dans de bonnes conditions, nous multiplierons par trois ou quatre l'effort entrepris.



La délégation visite les jardins et prépare le nouveau projet de jardin.

## Les « Optis au Sahara »

Catherine Hugues

**En août 2002, nous avons accueilli pour trois semaines huit jeunes handicapées mentales et quatre accompagnateurs sahraouis. Ils ont passé trois semaines dans notre camp d'été à Mélan et une semaine dans des familles d'accueil. Et du 26 mars au 3 avril 2005, nous réalisons le défi inverse: quinze jeunes handicapées françaises et six accompagnatrices partent pour Tindouf avec 700 kg de bagages en tous genres.**

Nous partons le samedi 26 mars vers 9 heures et nous retrouvons pour celles du Sud à l'aéroport de Marseille pour embarquer sans encombre direction Alger. Vers 2 heures du matin, dans les campements, tout le monde était sous sa couverture dans une grande pièce pour une première nuit dans le désert.

Le lendemain, nous retrouvons Méthou, Myriam, Fara, Sida et Nata avec un plaisir fou. Puis c'est la répartition en quatre équipes dans quatre maisons différentes : trois groupes dans des maisons en briques de sable et la quatrième sous la tente, la « *khaïma* ». Nous faisons une première visite du centre tous ensemble, puis les ateliers démarrent : jeux de ballons, jeux d'emboîtement et d'adresse, travaux manuels, maracas et jonglage.

Les après-midi nous rentrons pour le repas et la sieste, puis vers 18 heures nous nous retrouvons pour chanter et faire la fête dans la maison voisine avec les enfants et jeunes du centre qui n'habitent pas trop loin.

Le lundi, nous donnons, devant plus de deux cents jeunes femmes, le spectacle « *Le sable et les étoiles* ». Nous sommes applaudies et nous chantons en français, tout le

monde chantent avec nous. Le mercredi, c'est le mariage de Fara (venue en France en août 2002). Nous participons aux préparatifs de la mariée, au repas et à la fête un peu silencieuse (les circonstances obligent). Le jeudi soir: « *pique-nique* » dans un oued. Paysage magnifique, coucher de soleil, poulet frites et chants. La fête, quoi!

Vendredi arrive, c'est déjà la fin. Échange de cadeaux, au centre, dans les familles, à l'hôpital, etc. Le départ pour l'aéroport nous laisse « *toutes tristes* » de quitter nos nouveaux amis. Adieu le sable, les chameaux (dromadaires plutôt), les Sahraouis. Nous sommes invitées à revenir, mais à Aussert, le camp où habitent Sida et Nata.



1<sup>re</sup> matinée – 1<sup>er</sup> rencontres – 1<sup>er</sup> contact

La rencontre est géniale! De nouvelles amies. photos Eva Tisseyre

## L'École de formation des femmes de Dakhla

En 2002, lors d'une mission concernant le secteur éducation dans les camps sahraouis, Élisabeth Peltier a pu rencontrer la responsable et les professeurs de l'École de formation des femmes du camp de Dakhla. Cette école a un rôle important: elle favorise la promotion des femmes, en leur permettant d'accéder à des connaissances, en les encourageant à construire des projets de développement. Dès 2002 ont été mis en place des cours d'alphabétisation ainsi que des ateliers organisés en coopératives. Les femmes fabriquent chez elles des objets d'artisanat à partir de matières premières fournies par la coopérative. Des expositions à la vente ont lieu régulièrement, qui permettent de récolter un peu d'argent.

Cependant, la matière première manque cruellement, au point de mettre en péril ces coopératives. Par chance, Élisabeth Peltier a l'opportunité de créer, en 2003, un partenariat avec « *Kareen Mane-Aide aux enfants démunis* » de Carpentras (Vaucluse). Cette association décide d'aider les Sahraouies et fournit près de deux tonnes de matériel de couture, de mercerie, de fournitures scolaires. Ce précieux stock arrive à Dakhla en février 2004. Il est alors réparti équitablement sur différentes actions initiées par les femmes: pour l'école de formation mais aussi pour les coopératives créées dans chaque daïra, pour un atelier au Centre des personnes handicapées, pour des cours de remise à niveau dans les quartiers. C'est alors que les responsables expriment la nécessité de créer un lieu unique regroupant toutes les activités économiques, sociales et culturelles afin de rendre des services marchands à l'ensemble de la population du camp.

En novembre 2004, la présidente de l'association « *Kareen Mane* » accompagne Élisabeth Peltier jusque Dakhla où le projet de bâtiment est présenté, argumenté et chiffré. Une somme de 3 000 euros est alors remise aux responsables et la Maison des femmes voit le jour fin décembre 2004.

La démarche de ces femmes est difficile. Mais elles montrent chaque jour qu'elles veulent concrètement prendre en main leur situation de réfugiées et relever le défi économique dans un contexte que rien ne facilite, que tout empêche. Ces femmes ont profondément envie de faire partie du monde, de ne pas rester exclues, d'aider leurs enfants à croire en un avenir.

Aujourd'hui, il est important de les encourager dans leur projet. Il faut équiper cette Maison des femmes en mobilier et matériel. D'autant plus qu'une tempête de sable a malheureusement abîmé les murs du bâtiment. Élisabeth Peltier va retourner à Dakhla pour estimer les besoins de l'École des femmes et solliciter, à son retour, des partenaires. Et puis une autre idée fait son chemin: pour permettre aux femmes d'envisager plus sereinement leurs projets d'actions économiques, il est question de construire un lieu où leurs enfants seraient accueillis, une crèche qui jouxterait la Maison des femmes.

06.01.2005 Goulimine

Des diplômés sahraouis au chômage sont en sit-in depuis le 3 janvier devant le siège de la wilaya.

14.01.2005 Amnesty international

À la veille de la visite officielle du roi d'Espagne au Maroc les 16 et 17 janvier et après une récente enquête sur place, AI a transmis au souverain sa préoccupation concernant la situation des droits humains au Maroc et au Sahara occidental. L'ONG relève en particulier la question du Sahara, la liberté d'expression, les droits des femmes et les tortures.

08.01.2004 Pêche illégale

12 bateaux de pêche ont été arraisonnés par la marine royale à Dakhla-Villa Cisneros. Il s'agit de la flotte qui pêchait dans une zone interdite à 5 miles des côtes. Les bateaux pris en flagrant délit appartiennent à des barons du «*sud*», notamment à Maa el Ainine, président des chambres de pêche, et à Derhem. Les autres bateaux sont la propriété des sociétés comme Lucky Fisheries et Royal Fisheries, dont les licences d'exploitation appartiennent à des gradés de l'armée.

06.02.2005 Smara

Les manifestants désapprouvent la voie choisie par l'Instance Équité et Réconciliation, qui, en interdisant de nommer les bourreaux, ne vise pas à rendre justice aux victimes mais à «*régler*» superficiellement le problème des violations des droits humains des dernières décennies. Après quatre séances d'auditions publiques, l'IER est de plus en plus critiquée au Maroc également. Un communiqué signé par l'AMDH, l'OMDH et le Forum Vérité et Justice (06 février 2005) met en cause la méthode adoptée par l'IER concernant les disparus, qui risque de «*ne pas aboutir à des résultats concrets.*» Face à l'attitude réservée, voire de boycott, des victimes sahraouies des années de plomb, une délégation de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), conduite par son président, Driss Benzekri, multiplie les contacts à El Ayoun.

Les ex-prisonniers marocains des camps de Tindouf ont tenu un sit-in pacifique il y a deux semaines devant le Parlement, réclamant plus d'attention à propos de leurs conditions de vie.

15.02.2005 Agitation

À la veille de l'anniversaire de la proclamation de la RASD, des drapeaux, des graffitis et des tracts indépendantistes sont apparus à Smara (territoire occupé) et à Tantan (Sud Maroc). Les tracts réclament «*la fin du colonialisme marocain*», «*l'autodétermination pour le peuple sahraoui*», «*le respect des droits de l'Homme*» et «*la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers*» sahraouis aux mains des autorités coloniales marocaines.

12.02.2005 Auditions parallèles de l'AMDH

«*Témoignages en toute liberté pour la vérité*»



Découvrez tous  
les anciens numéros  
de Sahara Info sur :  
<http://www.sahara-info.org>

Brèves de dernière minute !

### La presse au Maroc, une liberté très contrôlée

Ali Lemrabet interdit de journal pendant 10 ans au Maroc, pénalisé d'une forte amende, trainé à nouveau en justice. Pourquoi ? Pour avoir tout simplement dit la vérité et écrit que les Sahraouis n'étaient pas séquestrés mais réfugiés.

On pourrait en sourire si l'affaire n'était pas si grave. Comme les Sahraouis viennent de le faire, nous lui exprimons tout notre soutien et notre admiration pour son courage.

Au même moment deux journalistes norvégiens, qui réalisaient un documentaire sur la question sahraouie, ont été arrêtés par les autorités marocaines avant d'atteindre le siège de la Minurso à El Aïoun.

### Sur France Culture

**le lundi 6 juin 2005**

**de 15 heures à 16 heures**

**ne manquez pas d'écouter**

**l'émission «Tout un monde»**

*Anice Clément y présentera un premier reportage réalisé dans les campements en avril dernier.*

## Sahara Info

### Bulletin de l'Association des Amis de la RASD

356, rue de Vaugirard 75015 Paris

Secrétaire générale : **Régine Villemont**

Directeur de la publication : **Francis Jacob**

Responsable de rédaction : **Régine Villemont**

Comité de rédaction : **Régine Villemont,**

**Philippe Riché, Marc Hermange, Gaëlle-Anne Dolz, Ali Omar Yara, Matthieu Liégeois.**

Photographes : **Matthieu Liégeois, Eva Tisseyre,**

**S. Bacciotti, Olivier Perriolat.**

Mise en page : **Matthieu Liégeois**

imprimé par **Triskel Média**

**mars 2005 « dépôt légal » n° 129**

**prix de l'abonnement : 14 euros**

**numéro de commission Paritaire : 1 105 G 58229**

**Abonnez-vous, 4 numéros par an pour 14 €**

*Recevez toute l'actualité du peuple sahraoui !*

**Adhésion 2005 : 14 €, 22 € ou 66 €**

*Devenez un ami de la RASD*

Envoyer vos coordonnées et votre règlement à  
(pensez à séparer l'adhésion et de l'abonnement)

**CCP 19 303 94 K PARIS**

**AARASD BP 251 75227 Paris CEDEX 05**

